**Une version PDF du document complété doit être signée électroniquement avec l’eID de la personne légalement capable de représenter l’organisation en question.**

Coordonnées de

l’organisme souhaitant bénéficier de l’autorisation :

…

…

…

Notre réf. : …

Dossier traité par : …

Fonction : …

Tél.: …

e-mail : …

Date : ...

Comité de sécurité de l’information

[csi@mail.fgov.be](mailto:csi@mail.fgov.be)

***OBJET*** *: engagement d'adhésion aux conditions de l'autorisation telles que formulées dans la délibération AF n° 33/2015 du 10 décembre 2015*

Madame, Monsieur,

Par la présente, je me réfère à la délibération AF n° 33/2015 du 10 décembre 2015 du Comité sectoriel pour l’Autorité fédérale autorisant l’accès au FiscalDebtService du service Telemarc du SPF Finances pour les services publics de Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles en ce compris  les Organismes d'Intérêts Publics (OIP) dans le cadre des procédures d’octroi d’agréments et d’aides financières aux entreprises du secteur marchand et non marchand.

Par la présente, je demande à adhérer à l'autorisation susmentionnée pour pouvoir vérifier que les conditions d’octroi d’une prime ou autres aides financières ou les conditions d’agrément, sont remplies et/ou respectées par les entreprises sollicitantes et/ou déjà bénéficiaires, lesquelles entreprises relèvent tant du secteur marchand que du secteur non marchand. La/les dispositions légales en vertu de laquelle/desquelles mon service est chargé de procéder à ces vérification est/sont :

Après avoir pris connaissance de la délibération AF n° 33/2015 du 10 décembre 2015, je m'engage à garantir que la prise de connaissance de la donnée relative à l’existence de la dette par les membres de mon personnel qui y sont autorisés pour des raisons fonctionnelles soit conforme aux conditions définies dans cette délibération (concernant notamment le respect du principe de finalité pour l’utilisation de cette donnée, la durée pour laquelle cette autorisation est octroyée, la durée de conservation de cette donnée, les conditions d’utilisation de celle-ci par les seuls membres du personnel en charge de la finalité décrite par l’autorisation,…).

Je confirme explicitement qu’en collaboration avec notre délégué à la protection de données une analyse d’impact sur la protection des données relative au traitement de données à caractère personnel envisagé a été effectuée conformément à l’article 35 du RGPD. Cette analyse a montré qu’il n’y avait pas de risque résiduel élevé.

Je remercie d'avance le Comité de sécurité de l’information de m’informer de la date d’entrée en vigueur de l’autorisation unique AF n°33/2015 dans le chef de l’organisme que je représente.

Je vous prie d’agréer, Madame, Monsieur, l’expression de mes sentiments distingués.

Nom du signataire :

Fonction :

Signature électronique:

**Une version PDF du document complété doit être signée électroniquement avec l’eID de la personne légalement capable de représenter l’organisation en question.**